

MES BIENS

MA FAMILLE

MON ACTIVITÉ
PROFESSIONNELLE

MON ARGENT



ASSURANCE VIE

PERP WINNÉO RETRAITE

NOTICE D'INFORMATION



NATURE DU CONTRAT (voir chapitre I)

Contrat d'assurance vie de groupe.

Les droits et obligations de l'adhérent peuvent être modifiés par des avenants au contrat conclu entre l'ADERI (Association pour le Développement de l'Épargne Retraite Individuelle) et MAAF Vie, l'adhérent étant préalablement informé de ces modifications.

LES GARANTIES OFFERTES

En cas de vie de l'adhérent (voir chapitre V) : constitution, par des versements, d'une épargne payable à partir de l'âge prévu de liquidation des droits à la retraite qui sera convertie :

- en rente viagère ou en rente viagère avec annuités garanties (réversible ou non),
 - en capital, sous certaines conditions, lorsque l'épargne constituée est affectée à l'acquisition par l'adhérent de la résidence principale en accession à la pleine propriété,
 - par un paiement partiel en capital dans la limite de 20% de la valeur de rachat, le solde sous forme de rente viagère.
- Toutefois, si le montant des arrérages mensuels est inférieur au minimum légal, la valeur du contrat est versée sous forme de capital.

En cas de décès de l'adhérent pendant la phase d'épargne (voir chapitres IV - article 8) :

Versement d'une rente au(x) bénéficiaire(s) désigné(s) :

- rente temporaire d'éducation pour les bénéficiaires mineurs jusqu'à leurs 25 ans
- rente pendant au moins 10 ans pour les bénéficiaires majeurs

Sur le support en euros, le contrat comporte une garantie en capital au moins égale aux sommes versées nettes de frais.

Les montants investis sur les supports en unités de compte ne sont pas garantis mais sont sujets à des fluctuations à la hausse ou à la baisse dépendant en particulier de l'évolution des marchés financiers.

PARTICIPATION AUX BÉNÉFICES (voir chapitre IV article 7)

- **Support en euros :** 100 % du solde créditeur du compte de participation
- **Support en unités de compte :** 100 % des produits financiers

RETRAITS (RACHATS) ET TRANSFERTS (Voir chapitre I et chapitre IV, article 9)

Le contrat comporte une faculté de rachat dans certains cas exceptionnels prévus par l'article L132-23 de Code des assurances et une faculté de transfert individuel. En cas de transfert individuel, les sommes sont versées par l'assureur à l'organisme d'assurance d'accueil dans le respect des délais réglementaires (article D.132-7 de Code des assurances). Les valeurs de transfert des 8 premières années sont visées au chapitre IV, article 9.

FRAIS (voir chapitre IV articles 4 et 6, chapitre V, article 4) (voir prospectus simplifié p. 20 et suivantes)

Le contrat prévoit les frais suivants :

- **Frais à l'entrée :** droits d'adhésion à l'ADERI de 15 € par adhérent
 - **Frais sur versements :** 3,00 % maximum prélevés sur chaque versement
 - **Frais en cours de vie du contrat pendant la phase d'épargne (frais de gestion annuels) :** 0,70 % de l'épargne gérée en diminution du taux d'intérêt sur le support euros et en diminution du nombre de parts sur les supports en unités de compte.
- Les frais de gestion propres au support en unités de compte sont précisés dans les Documents d'Information Clé pour l'Investisseur (DICI).
- **Frais pendant la phase de rente :** aucuns frais ne sont appliqués à la mise en place de la rente. En cours de service de la rente, un prélèvement pour frais de gestion égal à 0,70 % de l'épargne gérée, est effectué une fois par an
 - **Autres frais :**

Frais d'arbitrage : pour la formule libre, 0,50 % des sommes transférées avec un minimum de 15 € et un maximum de 150 €. Les arbitrages automatiques sont gratuits dans la formule Euro Progressif.

Frais de fonctionnement du Comité de Surveillance et de l'ADERI : le cas échéant, prélèvement sur l'épargne gérée après approbation de l'assemblée générale des participants (voir chapitre IV article 6)

DURÉE DU CONTRAT (voir chapitre II article 2)

La durée du contrat recommandée dépend notamment de la situation patrimoniale de l'adhérent, de son attitude vis-à-vis du risque, du régime fiscal en vigueur et des caractéristiques du contrat choisi. L'adhérent est donc invité à demander conseil auprès de son assureur.

DÉSIGNATION DES BÉNÉFICIAIRES EN CAS DE DÉCÈS (voir chapitre IV article 8)

L'adhérent peut désigner le ou les bénéficiaire(s) à l'adhésion et ultérieurement par avenant à l'adhésion. La désignation peut être effectuée notamment par acte sous seing privé ou par acte authentique. Les informations mentionnées à l'article A132.9 du Code des assurances sont mentionnées au chapitre IV de l'article 8).

Cet encadré a pour objet d'attirer l'attention de l'adhérent sur certaines dispositions essentielles de la notice. Il est important que l'adhérent lise intégralement la notice et pose toutes les questions qu'il estime nécessaires avant de signer le bulletin d'adhésion.

Winnéo Retraite

Notice d'information

Contrat d'assurance de groupe sur la vie à adhésion facultative souscrit par l'ADERI :

Association pour le développement de l'épargne retraite individuelle
enregistrée auprès de l'ACPR sous le n° 477 655 781 / GP 02

Adresse : 86-90 Rue Saint Lazare 75009 PARIS

auprès de MAAF Vie

Société anonyme au capital de 69 230 896 euros entièrement versé

RCS NIORT 337 804 819 - Code APE 6511 Z - Entreprise régie par le Code des assurances - N° TVA intracommunautaire FR 82 337 804 819

Siège Social : Chaban 79180 CHAURAY - Adresse postale : 79087 NIORT Cedex 09 - maaf.fr

VOTRE ADHÉSION SE COMPOSE DES DOCUMENTS SUIVANTS

- **du Document d'Information Clé pour l'Investisseur** (DICI) du support en unités de compte Covéa Profil Dynamique
- **la Notice d'information :**
elle comprend l'encadré prévu par la loi n° 2005-1564 du 15 décembre 2005 qui reprend certaines dispositions de votre adhésion. Elle décrit les effets de l'adhésion et définit l'ensemble des garanties pouvant être souscrites. Elle précise en annexe le support en unités de compte proposés dans le contrat,
- **le certificat individuel d'adhésion** qui précise la date d'effet de votre adhésion, la ou les personne(s) concernée(s) ainsi que les caractéristiques de votre adhésion,
- **la demande d'ouverture dûment complétée et signée.**

Votre adhésion est régie par ces documents et par le Code des assurances.

➔ OÙ TROUVER CE QUE VOUS CHERCHEZ ?

WINNEO RETRAITE

I	OBJET DU CONTRAT	p. 4
II	CONDITIONS D'ADHÉSION - DATE D'EFFET ET DURÉE	p. 5
1	Conditions d'adhésion	p. 5
2	Date d'effet et durée de l'adhésion	p. 5
3	Les deux phases de votre contrat	p. 5
4	Cessation de l'adhésion	p. 5
5	Délai de renonciation	p. 5
III	LES INTERVENANTS AU CONTRAT	p. 6
IV	VOTRE CONTRAT PENDANT LA PHASE D'ÉPARGNE	p. 7
1	Versements	p. 7
2	Formules de répartition des versements et de l'épargne	p. 7
3	Changement de formule de répartition des versements et de l'épargne	p. 8
4	Arbitrages	p. 8
5	Ajout, disparition et retrait d'un support en unités de compte	p. 8
6	Mesures de suspension ou de restriction relatives aux supports en unité de compte	p. 8
7	Frais durant la phase d'épargne	p. 9
8	Mécanismes financiers des supports	p. 9
9	Décès de l'adhérent durant la phase d'épargne	p. 10
10	Transfert individuel de l'adhésion	p. 11
V	VOTRE CONTRAT APRÈS LA PHASE D'ÉPARGNE	p. 12
	1^{er} point : votre contrat pendant la phase de rente	p. 12
1	Prise d'effet de la rente viagère	p. 12
2	Rentes proposées	p. 12
3	Paiement et montant initial de la rente	p. 13
4	Frais durant la phase de rente	p. 13
5	Revalorisation de la rente	p. 13
	2^{ème} point : la sortie en capital de votre contrat lors de la conversion de l'épargne en rente viagère	p. 13
VI	INFORMATION DE MAAF VIE A L'ÉGARD DE L'ADHÉRENT	p. 14
VII	DISPOSITIONS DIVERSES	p. 15
1	Vos droits et obligations	p. 15
2	Gestion des réclamations et recours à l'autorité de contrôle	p. 15
3	Politique de protection des données personnelles	p. 15
4	Échange automatique d'information	p. 17
5	Prescription	p. 17
6	Composition du Comité de Surveillance au au 31 décembre 2018	p. 17
VIII	DISPOSITIONS FISCALES ET SOCIALES EN VIGUEUR À COMPTER DU 1^{ER} JANVIER 2019	p. 18
1	Fiscalité pendant la phase d'épargne	p. 18
2	Fiscalité des prestations servies	p. 18
IX	CODE DE DÉONTOLOGIE DE L'ASSOCIATION ADERI	p. 20
X	DOCUMENT D'INFORMATION CLÉ POUR L'INVESTISSEUR (DICI) DU FCP COVÉA PROFIL DYNAMIQUE (C)	p. 21
XI	LA GARANTIE DE RENSEIGNEMENTS JURIDIQUES	p. 23

Objet du contrat

Winnéo Retraite est un Plan d'Épargne Retraite Populaire prenant la forme d'un contrat d'assurance vie de groupe à adhésion facultative de type « épargne obligatoirement convertie en rente viagère », relevant de la branche 22 (assurance liée à des fonds d'investissement) de l'article R.321-1 du Code des assurances, souscrit par l'Association pour le Développement de l'Épargne Retraite Individuelle - ADERI - auprès de MAAF Vie.

Il s'agit d'un contrat de capital différé converti en rente viagère, de type multisupport, comportant un support en euros et un support en unités de compte. Il est régi par le Code des assurances notamment les articles L141-1 à L141-7 concernant les assurances de groupe. Ce contrat est soumis à la loi et au régime fiscal français.

Winnéo Retraite, souscrit dans le cadre de la loi N°2003-775 du 21 Août 2003 portant réforme des retraites et du décret N° 2004-342 du 21 avril 2004, a pour **objet de proposer aux adhérents de l'ADERI la constitution d'une épargne payable à compter de la date de liquidation de leur pension dans un régime obligatoire d'assurance vieillesse ou à l'âge fixé par l'article L 351-1 du Code de la Sécurité sociale. Cette épargne sera :**

- soit convertie en rente viagère,
- soit versée sous forme d'un capital dans la limite de 20% de la valeur de rachat et, pour le solde de l'épargne restante, en rente viagère en euros (article L144-2 alinéa 2 du Code des assurances),
- soit versée sous la forme d'un capital en cas d'acquisition par l'adhérent d'une résidence principale en première accession à la propriété (cas prévu par l'article 35 de la loi n°2006-872 du 13 juillet 2006 portant engagement national pour le logement).

Winnéo Retraite ne peut faire l'objet de rachats, même partiels, sauf dans les cas limitativement énumérés ci-dessous, prévus par la réglementation en vigueur (article L132-3 et L144-2 du Code des assurances) :

- expiration des droits de l'adhérent aux allocations chômage prévues par le Code du Travail suite à une perte involontaire d'emploi,
- invalidité vous rendant absolument incapable d'exercer une activité quelconque, correspondant au classement dans les deuxième ou troisième catégories prévues à l'article L. 341-4 du Code de la Sécurité sociale,
- décès du conjoint ou du partenaire lié par un pacte civil de solidarité (PACS),
- situation de surendettement de l'adhérent définie à l'article L. 330-1 du Code de la Consommation,
- cessation d'activité non salariée à la suite d'un jugement de liquidation judiciaire en application des dispositions du livre VI du Code de Commerce ou toute situation justifiant ce rachat selon le président du tribunal de commerce auprès duquel est instituée une procédure de conciliation telle que visée à l'article L. 611-4 du Code de Commerce.
- la valeur du contrat n'exécède pas 2 000 € et aucun versement n'a été effectué au cours des 4 années pour les PERP Winnéo Retraite à versements libres. Pour les PERP Winnéo Retraite à versements programmés, l'adhésion au contrat devra dater d'au moins 4 ans révolus avant la date de rachat. Cette possibilité est limitée aux foyers fiscaux modestes (le revenu fiscal de l'année précédant celle du rachat doit être inférieur à la somme, majorée le cas échéant, au titre des demi-parts supplémentaires retenues pour le calcul de l'impôt afférent audit revenu, prévue à l'article II de l'article 1417 du Code général des impôts).

Un conseil adapté aux exigences et besoins du client est réalisé lors de l'adhésion au contrat. Il est également formalisé lors de certains actes de gestion et ceci à partir d'un montant déterminé.

Conditions d'adhésion - date d'effet et durée

1 Conditions d'adhésion

L'adhésion est ouverte à toute personne physique de plus de 18 ans à la date d'effet de l'adhésion, n'ayant pas liquidé ses droits dans un régime obligatoire d'assurance vieillesse ou n'ayant pas atteint l'âge fixé par l'article L 351-1 du Code de la Sécurité sociale.

2 Date d'effet et durée de l'adhésion

La date d'effet de votre adhésion correspond à la date de signature de la demande d'ouverture accompagnée du premier versement, sous réserve de son encaissement effectif par MAAF Vie et du paiement du droit d'adhésion à l'ADERI.

Votre adhésion est de durée viagère.

Votre contrat est conclu et prend effet le jour où vous signez votre demande d'ouverture sous réserve :

- du premier versement et de son encaissement effectif par MAAF Vie,
- de l'absence de refus de l'adhésion par l'assureur dans un délai maximum de 30 jours à compter du jour de la signature de la demande d'ouverture,
- de joindre la photocopie recto-verso d'une pièce d'identité à votre nom et en cours de validité,
- de la réception de toutes les informations ou justificatifs demandés dans le cadre de la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme (article L561-8 du Code monétaire et financier).

3 Les deux phases de votre contrat

Votre contrat est constitué de deux phases successives :

- une phase d'épargne pendant laquelle vous alimentez votre contrat par des versements,
- une phase de rente.

Le choix de ce contrat dépend notamment de :

- votre horizon et vos objectifs retraite,
- votre situation professionnelle et patrimoniale,
- votre attitude vis à vis du risque,
- du régime fiscal en vigueur,
- des caractéristiques du contrat choisi.

Vous êtes donc invité à demander conseil à MAAF Vie pour le choix de votre contrat, du montant des versements et de la formule d'investissement.

4 Cessation de l'adhésion

Votre adhésion cesse dans l'un des cas suivants :

- renonciation au contrat,
- à la date du décès de l'adhérent en l'absence de bénéficiaire,
- en cas de sortie anticipée du contrat Winnéo Retraite, prévue par la réglementation (3^{ème}, 4^{ème}, 5^{ème}, 6^{ème} et 7^{ème} alinéas de l'article L132-23 du Code des assurances et article L144-2 du Code des assurances modifié par la loi 2016-1691 du 9 décembre 2016),
- en cas de transfert de l'adhésion vers un autre organisme d'assurance gestionnaire,
- en cas de transfert collectif dans les conditions prévues aux articles 11 et 17 du décret 2004-342 du 21 avril 2004,
- à la date du règlement de la prestation sous forme de capital dans le cas visé à l'article 35 de la loi 2006-872 du 13/07/2006 portant engagement National pour le logement,
- à la date du règlement des rentes de faibles montants sous forme de versement unique dans le cas visé par l'article A 160-2 du Code des assurances.

5 Délai de renonciation

Vous pouvez renoncer à votre contrat pendant 30 jours calendaires révolus à compter du moment où vous êtes informé que votre contrat est conclu ; en pratique, ce délai court à partir de la date d'effet de votre Winnéo Retraite (c'est-à-dire le jour où vous signez votre demande d'ouverture et effectuez votre premier versement et sous réserve du bon encaissement de celui-ci) et expire le 30^e jour calendaire à 24 heures. Si le délai de renonciation expire un samedi, un dimanche, un jour férié ou chômé, il n'est pas prorogé. Si vous souhaitez renoncer à votre contrat, il vous suffit d'adresser à MAAF Vie - 79087 NIORT Cedex 09, une lettre recommandée avec accusé de réception, en recopiant la mention suivante :

« Je soussigné(e) (nom, prénom, adresse) vous informe de ma décision de renoncer à la demande d'adhésion du contrat d'assurance vie Winnéo Retraite signée le et demande le remboursement de l'intégralité des sommes versées dans les 30 jours qui suivent.

Fait à, le SIGNATURE »

MAAF Vie vous rembourse alors intégralement la somme que vous avez versée après avoir vérifié l'encaissement effectif de votre versement ; ce paiement intervient dans un délai de 30 jours maximum à compter de la réception de votre demande écrite de renonciation à Winnéo Retraite.

La renonciation à votre Winnéo Retraite entraîne la résiliation de l'ensemble des garanties décès.

Les intervenants au contrat

- L'adhérent ou l'assuré est la personne qui adhère à titre individuel à Winnéo Retraite. L'adhérent, de par son adhésion au présent contrat, et sous réserve du paiement du droit d'adhésion à l'ADERI, est membre de droit à l'ADERI. L'adhérent est appelé adhérent épargnant pendant la phase d'épargne et rentier pendant la phase de rente.
 - Le(s) bénéficiaire(s) : personne(s) désignée(s) par l'adhérent pour recevoir les prestations en cas de décès.
 - L'ADERI - Association pour le Développement de l'Épargne Retraite Individuelle - est une association à but non lucratif (loi du 1^{er} juillet 1901) constituée conformément à la loi N°2003-775 du 21/08/03 portant réforme des retraites, qui représente les intérêts des adhérents en surveillant la gestion de ce contrat avec l'assistance du Comité de Surveillance et l'assemblée générale des membres. L'ADERI est la souscriptrice du contrat collectif Winnéo Retraite auprès de MAAF Vie en vue de l'adhésion de ses membres au contrat. Le transfert à titre collectif du plan à un autre organisme d'assurance gestionnaire ou à une autre association s'opère dans le respect des dispositions législatives, réglementaires et statutaires de l'ADERI.
- Le siège social de l'association ADERI est établi 86-90 Rue Saint Lazare 75009 PARIS .
- L'organisme d'assurance gestionnaire du contrat Winnéo Retraite est la société MAAF Vie.
 - L'organisme dépositaire des fonds est CACEIS Bank, 1-3 place Valhubert 75013 PARIS.
 - La société de gestion de portefeuille est Covéa Finance SAS, 8-12 Rue Boissy d'Anglas - 75008 PARIS.

IV Votre contrat pendant la phase d'épargne

1 Versements

Modalités des versements programmés :

Vous alimentez votre adhésion par des versements mensuels d'un montant minimum de 40 € par prélèvements automatiques.

Vos versements programmés sont revalorisés chaque 1^{er} janvier sur la base de l'évolution du plafond annuel de la Sécurité sociale.

Vous pouvez augmenter ou diminuer le montant de vos versements sans que ceux-ci puissent être inférieurs à 40 €. Vous pouvez également effectuer des versements complémentaires d'un montant minimum de 75 €.

Modalités des versements libres :

Vous disposez également de la faculté d'ouvrir votre contrat au moyen d'un versement de 250 €. Vous pouvez par la suite l'alimenter par des versements complémentaires d'un montant minimum de 75 €.

Tableau récapitulatif du montant minimum des versements

Versements	programmés	libres
à l'ouverture	40 €	250 €
mensuels	40 €	-
complémentaires	75 €	

Les versements en espèces sont interdits au titre de la lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme.

2 Formules de répartition des versements et de l'épargne

Deux supports financiers vous sont proposés pour l'affectation de vos versements nets de frais :

- Un support libellé en Euros,
- Un Fonds Commun de Placement investi en actions, Covéa Profil Dynamique (C), agréé le 20/02/1998 par la Commission des Opérations de Bourse, dans la catégorie fonds diversifiés.

Trois formules de répartition sont possibles :

2-1 - La formule "100 % EURO"

Vos versements nets de frais sont affectés en totalité sur le support en Euros de votre contrat.

2-2 - La formule "EURO PROGRESSIF"

Cette formule consiste à répartir vos versements nets de frais entre les supports en Euros et le Fonds Commun de Placement investi en actions Covéa Profil Dynamique (C), selon le délai restant à courir jusqu'à l'âge présumé de départ à la retraite, fixé actuellement à 62 ans.

Vos versements nets de frais sont automatiquement investis selon la répartition figurant au tableau ci-dessous, en fonction de votre âge à la date des versements.

Conformément à la règle de sécurisation progressive instaurée par le décret et l'arrêté relatifs au Plan d'Épargne Retraite Populaire, votre épargne sera transférée progressivement et gratuitement du support en unités de compte (FCP Covéa Profil Dynamique (C)) vers le support en Euros une fois par an en fonction de votre âge afin de respecter la répartition figurant au tableau ci-dessous.

La part de l'épargne investie sur le support en unités de compte Covéa Profil Dynamique (C) dans le cadre de la formule « EURO PROGRESSIF » n'est pas garantie mais sujette à des fluctuations à la hausse comme à la baisse, dépendant en particulier de l'évolution des marchés financiers. Cet investissement peut entraîner un risque de perte partielle ou totale en capital supporté par l'adhérent.

Âge de l'adhérent (calculé par différence de millésime)	Support Euros	FCP Covéa Profil Dynamique (C)
A partir de 58 ans	90 %	10 %
Entre 55 et 57 ans	80 %	20 %
Entre 50 et 54 ans	65 %	35 %
Avant 50 ans	40 %	60 %

Exemple de fonctionnement de la formule Euro Progressif :

- Vous êtes âgé de 55 ans au moment de votre adhésion : vos versements sont donc investis dans la proportion de 80 % sur le support en Euros et de 20 % sur le support Covéa Profil Dynamique (C). Au fil des mois, la valeur des deux supports évolue différemment : pour que la répartition de votre épargne redevienne conforme au plan de répartition correspondant à votre tranche d'âge (80 % sur le support en Euros et 20 % sur Covéa Profil Dynamique (C)), MAAF Vie rééquilibre votre épargne par un arbitrage, une fois par an.
- A 58 ans, vous changez de tranche d'âge : MAAF Vie réajuste alors votre épargne pour que la répartition corresponde à celle de votre nouvelle tranche d'âge, c'est-à-dire 90 % sur le support en Euros et de 10 % sur le support Covéa Profil Dynamique (C). Parallèlement, le plan de répartition de vos versements est aussi modifié (90 % de vos versements sont investis sur le support en Euros et 10 % sont placés sur le support Covéa Profil Dynamique (C)).

2-3 - La formule "LIBRE CHOIX"

Vous pouvez renoncer à la sécurisation progressive décrite dans la formule EURO PROGRESSIF en signant une demande écrite qui vous sera fournie sur simple demande, respectant les dispositions de l'article 1 de l'arrêté du 23 novembre 2011 relatif au Plan d'Épargne Retraite Populaire. Vous choisirez alors vous-même la répartition de vos versements et de votre épargne nets de frais entre les supports qui vous sont proposés.

La part de l'épargne investie sur le support en unités de compte Covéa Profil Dynamique (C) dans le cadre de la formule « LIBRE CHOIX » n'est pas garantie mais sujette à des fluctuations à la hausse comme à la baisse, dépendant en particulier de l'évolution des marchés financiers. Le risque financier de perte partielle ou totale en capital est donc supporté par l'adhérent.

IV Votre contrat pendant la phase d'épargne

3 Changement de formule de répartition des versements et de l'épargne

Vous pouvez modifier la formule de répartition de vos versements et de votre épargne. La nouvelle formule s'applique au plus tard le mois suivant la réception de votre demande.

4 Arbitrages

4-1 - Si vous avez choisi la formule LIBRE CHOIX, vous avez la possibilité d'arbitrer tout ou partie de l'épargne constituée sur demande écrite, datée et signée de votre part, le solde restant sur le support après arbitrage ne devant pas être inférieur à 75 €. A défaut, l'arbitrage porte sur l'intégralité de l'épargne investie sur le support.

Cette opération donne lieu à l'application de frais d'arbitrage de 0,50% maximum des sommes transférées (au titre des frais administratifs et financiers) avec un minimum de 15€ et un maximum de 150€.

Pour toutes les opérations d'arbitrage, MAAF Vie se réserve le droit de réglementer et/ou de suspendre temporairement les possibilités d'arbitrage du support en euros vers les supports en unités de compte.

Cette décision pourra être prise, à titre exceptionnel et afin de préserver les intérêts des adhérents, en cas de survenance d'au moins une des trois situations suivantes :

- La moyenne de l'indice CNO-TEC 10 * représentant le taux d'emprunt de l'Etat français à 10 ans (ou d'un indice comparable en cas de disparition de cet indice) calculée sur une base hebdomadaire est supérieure au taux net servi sur le support en euros au 31 décembre de l'année précédente ;
- La moyenne de l'indice CNO-TEC 1 * représentant le taux d'emprunt de l'Etat français à 1 an (ou d'un indice comparable en cas de disparition de cet indice) calculée sur une base hebdomadaire est supérieure au taux net servi sur le support en euros au 31 décembre de l'année précédente ;
- Sur votre contrat, les sommes arbitrées dans l'année du support en euros vers les supports en unités de compte représentent plus de 20 % de l'épargne constituée sur le fonds en euros au 31 décembre de l'année précédente.

*Les indices CNO-TEC 10 et CNO-TEC 1 sont calculés par la Banque de France et disponibles sur le site www.banque-france.fr.

4-2 - Si vous avez choisi la formule EURO PROGRESSIF, les frais d'arbitrage ne s'appliquent pas lors de l'ajustement annuel de l'épargne constituée entre les supports en Euros et Covéa Profil Dynamique (C) dans le cadre de la sécurisation progressive.

5 Ajout, disparition et retrait d'un support en unités de compte

Des supports en unités de compte temporaires permettant de bénéficier des conditions de marché ou de plus long terme permettant de mieux diversifier l'offre proposée, peuvent être ajoutés par MAAF Vie, à la liste de ceux disponibles. Les règles afférentes aux nouveaux supports si elles diffèrent des règles en vigueur, vous seront communiquées lors d'un versement sur le ou les supports.

MAAF Vie se réserve la possibilité de procéder au retrait d'un support parmi la liste des supports disponibles et avec information de l'adhérent :

- soit de transférer automatiquement et sans frais le capital correspondant à ce support vers le support euros. Dans le même temps, un arbitrage sans frais sur les autres supports disponibles sera proposé à l'adhérent,
- soit de refuser les nouveaux versements et les arbitrages entrants sur le support retiré de la liste.

En cas de disparition d'un support en unités de compte, pour quelque cause que ce soit, la valeur attribuée aux unités de compte correspondant aux adhésions en cours sera, soit reportée sans frais par avenant au contrat d'assurance de groupe sur un support de même nature, soit transférée sans frais vers le support en euros ou l'OPCVM monétaire. Dans le cas d'un transfert vers le support en euros ou l'OPCVM monétaire, un arbitrage sans frais sur les autres supports disponibles vous sera, en même temps, proposé.

Au cas où une société de gestion déciderait de cesser d'augmenter le capital de souscription d'un support en unités de compte, la rémunération éventuelle correspondant aux unités de compte de ce support serait affectée sur un support de même nature, sur l'OPCVM monétaire ou sur le support en euros.

6 Mesures de suspension ou de restriction relatives aux supports en unités de compte

Lorsqu'une ou plusieurs unités de compte (UC) sont constituées de parts ou d'actions d'un organisme de placement collectif qui font l'objet d'une suspension de rachat ou d'émission ou d'un plafonnement temporaire de rachat, MAAF Vie a la faculté de suspendre ou restreindre les facultés d'arbitrage, les versements de primes, les possibilités de rachats ou de transferts, le paiement des prestations en cas de vie ou de décès et les conversions en rentes.

Conformément à la réglementation en vigueur, une information sera effectuée sur le site internet « www.maaf.fr ». Vous serez informé si une demande d'opération sur un support en unité de compte est concernée par une mesure de restriction.

Un relevé détaillant les effets des mesures prises sur la/les opération(s) effectuée(s) est transmis à l'adhérent à l'issue de la période de mise en œuvre de cette mesure.

IV Votre contrat pendant la phase d'épargne

7 Frais durant la phase d'épargne

7-1 - Droits d'entrée

Le droit d'adhésion à l'ADERI est actuellement de 15 € par adhérent. Ces droits sont reversés par MAAF Vie à l'ADERI.

7-2 - Frais sur versements

MAAF Vie prélève une somme forfaitaire de 3 % maximum sur chacun de vos versements. Par exemple, pour un versement de 1 000 €, le montant investi sera de 970 €.

7-3 - Frais sur l'épargne gérée

Un prélèvement pour frais de gestion, égal à 0,70 % de l'épargne moyenne gérée sur les supports du contrat est effectué par MAAF Vie en fin d'année.

Ce prélèvement est :

- déduit de la revalorisation du support en Euros de votre contrat,
- imputé sur le nombre de parts de Covéa Profil Dynamique (C) de votre contrat.

Les frais de gestion sont prélevés en cours d'année prorata temporis en cas de clôture d'un support suite à un arbitrage (dans le cadre de la formule Libre Choix) ou en cas de cessation de l'adhésion.

7-4 - Frais de fonctionnement du Comité de Surveillance et de l'ADERI

Aux frais de gestion annuels prélevés par MAAF Vie, s'ajoute le cas échéant un prélèvement sur l'épargne gérée pour le fonctionnement du Comité de Surveillance du plan. Ces frais de fonctionnement sont approuvés chaque année par l'assemblée générale des participants du plan et prélevés sur l'actif du plan.

8 Mécanismes financiers des supports

8-1 - Support en Euros

Cantonement financier

L'épargne investie sur le support en Euros est gérée dans un portefeuille financier isolé dans la comptabilité de MAAF Vie (actif cantonné) conformément au décret relatif au Plan d'Épargne Retraite Populaire.

Valorisation de l'épargne

Le support en Euros de Winnéo Retraite se capitalise en recevant des intérêts calculés au taux minimum garanti fixé annuellement et, en fin d'année selon les produits financiers des placements, des intérêts complémentaires.

Participation aux résultats techniques et financiers

A la fin de chaque trimestre, il est établi le compte de participation aux résultats techniques et financiers du contrat Winnéo Retraite dont les recettes et dépenses sont détaillées dans le tableau ci-dessous.

En cas de recours à la réassurance, le compte de participation intégrera les sommes correspondant au solde de réassurance cédée.

Le montant de la participation aux résultats, qui comprend les intérêts minimums garantis, est égal à 100 % du solde créditeur du compte de participation. Ce montant est affecté directement :

- à la revalorisation du support en Euros des adhérents épargnants,
- à la revalorisation des rentes à servir aux adhérents rentiers,
- ou porté, totalement ou partiellement, à la provision pour participation aux excédents mentionnée à l'article R. 331-3 du code des assurances.

8-2 - Support Covéa Profil Dynamique (C)

A tout moment, la valeur du capital constitué sur ce support est égale au nombre d'unités de compte acquises multiplié par la valeur liquidative du Fonds Commun de Placement Covéa Profil Dynamique (C).

La valeur de ce support évolue à la hausse comme à la baisse en fonction des fluctuations des marchés financiers. Le risque financier de perte partielle ou totale en capital est donc supporté par l'adhérent.

8-3 - Dates de valeur

Investissements :

Les versements par chèque et les versements programmés ont pour date de valeur :

- sur le support en euros : le lendemain de leur encaissement par MAAF Vie, date à partir de laquelle ils produisent des intérêts ;
- sur les supports en unités de compte : la date de la valeur liquidative du premier jour ouvré en Bourse et non férié suivant leur encaissement par MAAF Vie, sur la base de laquelle ils sont convertis en parts d'OPCVM.

Ces délais sont portés à 5 jours à compter de l'enregistrement de l'opération par MAAF Vie pour les versements à l'ouverture et les versements libres réalisés par prélèvement ponctuel (hors versements programmés), en raison des délais interbancaires.

Désinvestissements

Tous les désinvestissements suite à un retrait total anticipé, un transfert interne ou vers un organisme extérieur, au décès pendant la phase d'épargne ou à la transformation de la valeur du contrat en rente viagère, quels que soient les supports concernés, ont pour date de valeur le premier jour ouvré en Bourse et non férié suivant leur enregistrement par MAAF Vie.

Arbitrage

Les désinvestissements et investissements en cas d'arbitrage, quels que soient les supports concernés, ont pour date de valeur le premier jour ouvré en Bourse et non férié suivant l'enregistrement de l'opération par MAAF Vie.

MAAF Vie se réserve le droit d'adapter les règles de valorisation en fonction des contraintes techniques internes et externes (marchés financiers, supports proposés, partenaires financiers), sans que ces évolutions ne constituent une modification substantielle du contrat ou une novation.

IV Votre contrat pendant la phase d'épargne

Dépenses du plan	Recettes du plan
<ul style="list-style-type: none">Charges de prestations versées et montants transférés à d'autres plansCharges des provisions techniques avant attribution de participation aux résultatsFrais prélevés par MAAF Vie durant la phase d'épargne et la phase de rentePrélèvements effectués sur les actifs du plan pour le financement des missions de son Comité de Surveillance ou, le cas échéant, de l'ADERISolde débiteur éventuel du compte à l'échéance trimestrielle précédente	<ul style="list-style-type: none">Cotisations versées et montants transférés au planProduits financiers nets des placementsRétrocessions de commissions perçues sur le support Covéa Profil Dynamique (C)Excédents de prélèvements effectués sur les actifs du plan pour le financement des missions de son Comité de Surveillance ou, le cas échéant, de l'ADERI

9 Décès de l'adhérent durant la phase d'épargne

9-1 - Désignation du ou des bénéficiaire(s)

Pour désigner le ou les bénéficiaire(s) en cas de décès, l'adhérent a le choix entre trois modes de désignation :

- opter pour l'une des clauses types proposées par MAAF Vie,
- rédiger une clause particulière en adressant à MAAF Vie une lettre datée et signée précisant les nom(s), prénom(s), adresse(s), date(s), lieu(x) de naissance et profession(s) du (ou des) bénéficiaire(s), la répartition entre eux et en terminant par la mention « à défaut à mes héritiers ».
- déposer une clause particulière (rédigée comme indiqué ci-dessus) chez un notaire, en adressant à MAAF Vie une lettre datée et signée indiquant uniquement les coordonnées de l'étude notariale.

La clause bénéficiaire peut faire l'objet d'un acte sous seing privé ou d'un acte authentique.

En l'absence de bénéficiaire(s) au jour du décès de l'adhérent, la valeur de l'adhésion sera acquise au plan et bénéficiera à l'ensemble des adhérents.

9-2 - Modification du ou des bénéficiaire(s)

La rédaction de la clause bénéficiaire peut être modifiée à tout moment. Il suffit pour cela d'adresser à MAAF Vie une lettre datée et signée qui mentionne très précisément les nom(s), prénom(s), adresse(s), date(s), lieu(x) de naissance et profession(s) du (ou des) nouveau(x) bénéficiaire(s) désigné(s).

Une clause bénéficiaire déposée chez un notaire peut être modifiée de la même manière.

Il est important que l'adhérent vérifie périodiquement la rédaction de la clause bénéficiaire en fonction de l'évolution de sa situation personnelle (naissance, divorce, décès...) ; le ou les bénéficiaire(s) désignés dans le contrat doivent être identifiables par MAAF Vie.

9-3 - Acceptation du bénéficiaire

Lorsqu'un bénéficiaire en cas de décès accepte le bénéfice de sa désignation et que MAAF Vie en est informée par écrit, certaines opérations (rachat ou modification de la clause bénéficiaire) nécessitent alors l'accord du bénéficiaire acceptant. L'acceptation doit être obligatoirement formalisée par un acte authentique ou sous seing privé, signé par l'adhérent et par le bénéficiaire acceptant.

La désignation de ce bénéficiaire devient irrévocable. L'acceptation n'a d'effet à l'égard de MAAF Vie que lorsqu'elle est notifiée par écrit.

L'acceptation peut également prendre la forme d'un avenant au contrat.

9-4 - Modalités de versement des prestations

En cas de décès de l'adhérent pendant la phase d'épargne quelle qu'en soit la cause, MAAF Vie verse au(x) bénéficiaire(s) désigné(s) le capital constitué sur le support en euros ainsi que la contre-valeur en euros des supports en unités de compte. Le règlement est effectué par MAAF Vie à réception de l'original du certificat de décès et des accords de règlement des bénéficiaires, et après accomplissement des formalités prescrites par la réglementation en vigueur (législation fiscale notamment).

Le capital constitué sur le support en euros est revalorisé :

- au taux minimum garanti du contrat fixé chaque année par MAAF Vie entre la date du décès de l'adhérent et la date de connaissance du décès (réception par MAAF Vie de l'original du certificat de décès de l'adhérent),
- à un taux fixé par décret en Conseil d'État, à compter de la date de connaissance du décès de l'adhérent par MAAF Vie jusqu'au règlement du capital ou le cas échéant, jusqu'au dépôt de ce capital à la Caisse des dépôts et consignations en application de l'article L 132-27-2 du Code des assurances.

Pour les engagements exprimés en unités de compte, la revalorisation du capital garanti intervient à un taux fixé par décret en Conseil d'Etat, à compter de la date de connaissance du décès de l'adhérent par MAAF Vie jusqu'au règlement du capital ou le cas échéant, jusqu'au dépôt de ce capital à la Caisse des dépôts et consignations en application de l'article L132-27-2 du Code des assurances.

Les versements sous réserve d'encaissement effectif ne sont pas rémunérés.

IV Votre contrat pendant la phase d'épargne

Les sommes dues au titre du contrat qui ne font pas l'objet d'une demande de versement du capital sont déposées à la Caisse des dépôts et consignations à l'issue d'un délai de dix ans à compter de la date de prise de connaissance par l'assureur du décès de l'adhérent, conformément à l'article L. 132-27-2 du Code des assurances.

Les modalités de versement dudit capital au(x) bénéficiaire(s) sont les suivantes :

- s'il est âgé de moins de 18 ans, le bénéficiaire reçoit une rente temporaire d'éducation jusqu'à son vingt-cinquième anniversaire
- s'il est âgé de plus de 18 ans, le bénéficiaire reçoit une rente dont la durée ne peut être inférieure à 10 ans.

Toutefois, si le montant des arrérages mensuels est inférieur au minimum légal (40 euros selon la législation actuellement en vigueur, article A160-2 du Code des assurances modifié par l'arrêté du 1er août 2006), chaque bénéficiaire percevra un capital en lieu et place de la rente.

10 Transfert individuel de l'adhésion

10-1 - Transfert d'un contrat de même nature souscrit auprès d'un organisme extérieur

En cas de transfert d'un contrat de même nature souscrit auprès d'un organisme extérieur vers une adhésion Winnéo Retraite, les frais d'entrée seront de 1,5 % sur les sommes transférées augmentés des frais d'adhésion à l'ADERI

10-2 - Transfert d'un contrat vers un autre organisme extérieur

A réception de la demande de transfert effectuée par l'adhérent, MAAF Vie s'engage à communiquer à celui-ci, ainsi qu'à l'organisme d'assurance d'accueil, dans un délai inférieur à trois mois la valeur de transfert, calculée à la première échéance trimestrielle suivant la date de réception de la demande.

A compter de la date de communication de la valeur de transfert par MAAF Vie, l'adhérent dispose d'un délai de 15 jours pour renoncer au transfert.

A compter de l'expiration de ce premier délai, MAAF Vie procédera, dans un délai de 15 jours, au versement direct à l'organisme d'accueil de la valeur de transfert. Ce nouveau délai de 15 jours ne court pas tant que l'organisme d'assurance d'accueil n'a pas notifié à MAAF Vie son acceptation de transfert.

A l'expiration de ce deuxième délai de 15 jours, les sommes non versées produisent de plein droit intérêt au taux légal majoré de moitié durant deux mois, puis à l'expiration de ce délai, au double du taux légal.

Valeur de transfert d'un contrat

La valeur de transfert est égale au montant de l'épargne acquise à la première échéance trimestrielle suivant la date de réception de la demande. Elle est réduite d'indemnités de transfert.

Les indemnités de transfert, intégralement reversées au compte de participation de Winnéo Retraite, sont de deux natures :

- en cas de moins-value latente constatée sur les actifs cantonnés du plan, une indemnité proportionnelle à cette moins-value, sera prélevée dans la limite de 15 % de la valeur de transfert du support en Euros,

- il est également prélevé une indemnité de transfert égale à 5 % maximum de la valeur de transfert, après application de l'indemnité fixée en cas de moins-value latente sur les actifs. Cette indemnité de transfert de 5% est nulle à l'issue d'une période de dix ans à compter de la date d'adhésion.

Évolution de la valeur de transfert au cours des huit premières années de l'adhésion

Les tableaux suivants décrivent l'évolution par année courue de la valeur de transfert. L'indemnité fixée en cas de moins-value des actifs cantonnés du plan est supposée nulle.

Support en Euros

A titre d'exemple, pour un versement brut de frais sur versement de 1 000 €, les valeurs de transfert au cours des huit premières années sont de :

1 an	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans	6 ans	7 ans	8 ans
915 €	909 €	902 €	896 €	890 €	883 €	877 €	871 €

A ces valeurs minimales garanties qui diminuent du fait des frais sur versements de 3 %, des frais de gestion annuels sur l'épargne gérée de 0,70 % et des frais de transfert de 5%, viennent s'ajouter les participations aux résultats techniques et financiers distribuées chaque année.

(*) Les droits d'entrée à l'ADERI ne sont pas pris en compte.

Support Covéa Profil Dynamique (C) :

Pour 100 unités de compte souscrites, la valeur de transfert est égale au produit du nombre d'unités de compte par leur prix de rachat soit :

1 an	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans	6 ans	7 ans	8 ans
91,5	90,9	90,2	89,6	89,0	88,3	87,7	87,1

A ces valeurs minimales garanties qui diminuent du fait des frais sur versements de 3 %, des frais de gestion annuels de 0,70 % et des frais de transfert de 5 %, viennent s'ajouter les participations aux résultats techniques et financiers distribuées chaque année.

Exemple, pour 300 unités de compte investies, quelle sera la valeur minimale de transfert après 5 ans ?

Dans la colonne "5 ans", le nombre d'unités de compte garanti correspond donc à 89 multiplié par 3 soit 267 unités de compte.

Si après 5 ans, le prix de rachat de cette unité de compte est de 15 €, la valeur minimale de transfert sera alors de 267 unités de compte multiplié par 15 € soit 4 005 € nets de frais de gestion annuels.

MAAF Vie ne s'engage que sur le nombre d'unités de compte inscrites sur le support Covéa Profil Dynamique (C). MAAF Vie ne s'engage en aucun cas sur leur valeur, laquelle évolue à la hausse comme à la baisse en fonction des fluctuations des marchés financiers.

Le risque de perte partielle ou totale en capital est supporté par l'adhérent.

V Votre contrat après la phase d'épargne

A compter de la liquidation de vos droits à la retraite dans un régime obligatoire d'assurance vieillesse ou à l'âge fixé en application de l'article L 351-1 du Code de la Sécurité sociale, vous pouvez demander la transformation de la valeur de votre contrat :

- **sous forme de rente viagère**, comme complément de revenu pour votre retraite,
- **sous forme d'un capital** en cas de première accession à la propriété d'une résidence principale,
- **sous forme d'un capital** dans la limite de 20 % de la valeur de rachat du contrat, le solde sera converti en rente viagère.

I - Votre contrat pendant la phase de rente

1 Prise d'effet de la rente viagère

Quand

Vous pouvez demander la transformation de la valeur de votre contrat en rente viagère :

- à partir de la liquidation de vos droits à la retraite auprès d'un régime obligatoire d'assurance vieillesse ou à l'âge fixé en application de l'article L.351-1 du Code de la Sécurité sociale
- et au plus tard à votre 75^{ème} anniversaire.

Pour obtenir la transformation de la valeur de votre contrat en rente viagère, vous devez prouver, par le moyen d'attestations officielles, que vous avez liquidé vos droits à la retraite auprès d'un régime obligatoire d'assurance vieillesse.

Vous pouvez également faire cette demande à partir de 55 ans en cas d'invalidité permanente totale vous empêchant de poursuivre toute activité professionnelle. Vous devez alors justifier cette situation en produisant une attestation officielle pour obtenir la transformation de la valeur de votre contrat en rente viagère.

Comment

Pour demander la transformation de la valeur de votre contrat en rente viagère, vous devez contacter MAAF Vie qui réalise une étude personnalisée de sortie en rente et constitue le dossier de rente ; MAAF Vie peut aussi vous conseiller pour le choix de votre formule de rente en fonction notamment de votre situation personnelle et patrimoniale.

Un avenant au contrat précisant les conditions de votre rente doit être signé entre vous et MAAF Vie au moins un mois avant la date de prise d'effet souhaitée.

2 Rentes proposées

Winnéo Retraite offre le choix entre deux formules de rentes viagères :

- **la rente viagère « classique »**
- **la rente viagère avec annuités garanties**

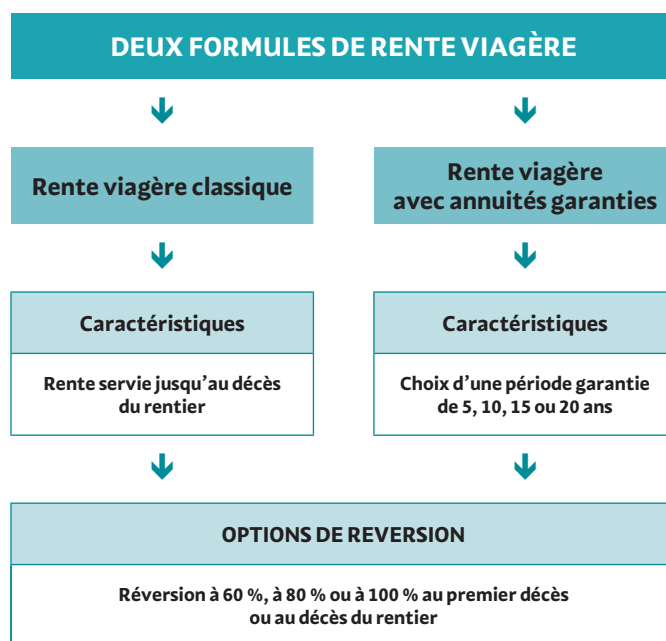
Ces deux formules se déclinent en différentes options de réversion pour permettre le versement de la rente à un co-rentier après le décès de l'adhérent.

En fonction de vos objectifs et de votre situation personnelle, vous choisissez une formule de rente parmi celles qui vous sont proposées mais une fois votre rente mise en service, vous ne pouvez plus modifier votre choix.

MAAF Vie se réserve le droit de modifier les formules de rentes proposées, d'en créer des nouvelles ou de ne plus proposer certaines sans que ces évolutions ne constituent une modification substantielle du contrat ou une novation.

L'information prévue à l'article L141-4 du Code des assurances sera délivrée dans ce cas.

Synthèse des formules de rente viagère proposées par Winnéo Retraite



2-1 - La rente viagère « classique »

Cette rente viagère est servie jusqu'au décès du rentier.

2-2 - La rente viagère avec annuités garanties

Cette formule de rente garantit au rentier une période minimale de service de la rente pendant une durée choisie au moment de la mise en place de la rente : 5 ans, 10 ans, 15 ans ou 20 ans.

La durée choisie doit impérativement être inférieure de 5 ans à l'espérance de vie du rentier. Cette espérance de vie est appréciée au moment où le rentier demande la transformation de la valeur de son contrat en rente et déterminée sur la base de la table de mortalité en vigueur à cette date.

Si le rentier est encore en vie au terme de la période garantie, il continue de percevoir sa rente jusqu'à son décès. Si le rentier décède pendant cette période, le solde des annuités garanties à courir jusqu'au terme de la période choisie est versé aux bénéficiaires sous forme de rente (au moment de la mise en place de la rente, le rentier désigne définitivement et irrévocablement son ou ses bénéficiaires en cas de décès, vivant(s) ou représenté(s) ; ce choix ne peut plus être modifié en cours de service de la rente).

V Votre contrat après la phase d'épargne

2-3 - Les options de réversion

Les options de réversion permettent le versement de la rente à un co-rentier après le décès du rentier.

La désignation du co-rentier : si vous choisissez une option de réversion (rente sur deux têtes), vous désignez au moment de la mise en place de la rente un bénéficiaire de la réversion ; la désignation de ce co-rentier est irrévocable, le choix ne peut plus être modifié au cours du service de la rente.

Le co-rentier désigné doit être âgé de 55 ans à 75 ans au moment de la mise en service de la rente.

Il existe plusieurs options de réversion :

■ **la rente sur deux têtes avec réversion au premier décès :** en cas de décès de l'un des deux assurés (le rentier ou le co-rentier), la rente continue d'être versée au survivant, selon le taux choisi : 60 %, 80 % ou 100 %,

■ **la rente sur deux têtes avec réversion au décès du rentier :** en cas de décès du rentier, la rente est reversée au co-rentier, à 60 %, 80 % ou 100 % selon le taux choisi.

En cas de décès du co-rentier, la rente continue d'être versée à 100 % au rentier,

■ **la rente réversible avec annuités garanties :** en cas de décès du rentier, la rente continue d'être versée au co-rentier jusqu'à son propre décès, selon l'option de réversion choisie au moment de la mise en place de la rente.

En cas de décès du rentier, puis du co-rentier avant le terme de la période garantie, le solde des annuités garanties est versé sous forme de rente au(x) bénéficiaires désigné(s) par le rentier jusqu'à la fin de la période garantie.

3 Paiement et montant initial de la rente

La rente est payée par MAAF Vie en fin de période, selon la périodicité que vous avez choisie : le mois, le trimestre, le semestre ou l'année qui suit la mise en place effective de la rente.

Le service de la rente cesse au décès du rentier (rente sur une tête) ou du dernier survivant (rente sur deux têtes), sans qu'il soit dû un prorata pour la période courue entre la date du dernier versement et la date du décès.

Vous devez transmettre chaque année à MAAF Vie un certificat de vie pour vous et votre co-rentier si vous en avez désigné un. Le défaut de présentation de cette pièce entraîne la suspension du service de la rente.

Le montant initial de la rente est calculé en fonction :

- de la formule et option de rente que vous avez choisie,
- de votre année de naissance et de celle de votre éventuel co-rentier (âge calculé par différence de millésimes entre l'année d'effet de la garantie et l'année de naissance),

- de l'année de la mise en place de la rente,
- du taux d'intérêt technique en vigueur à la date de mise en service de la rente,
- de la table de mortalité en vigueur à la date de mise en service de la rente.

Remarque : toutefois, si le montant de chaque versement mensuel de la rente est inférieur au minimum légal (40 euros selon la législation actuellement en vigueur, article A160-2 du Code des assurances modifié par l'arrêté du 1^{er} août 2006), la valeur du contrat vous est versée en une fois sous forme de capital.

4 Frais durant la phase de rente

4-1 - Frais de gestion des rentes

Un prélèvement pour frais de gestion, égal à 0,70 % de l'épargne moyenne gérée est effectué en fin d'année ou, en cours d'année, en cas de cessation de l'adhésion.

4-2 - Frais de fonctionnement du Comité de Surveillance du plan et de l'ADERI

Aux frais de gestion annuels prélevés par MAAF Vie, s'ajoute un prélèvement sur l'épargne gérée pour le fonctionnement du Comité de Surveillance et du plan. Ces frais de fonctionnement sont approuvés chaque année par l'assemblée générale des participants du plan et prélevés sur l'actif du plan.

5 Revalorisation de la rente

Les rentes en cours de service sont revalorisées selon le compte de participation aux résultats techniques et financiers.

II - La sortie en capital de votre contrat lors de la conversion de l'épargne en rente viagère

Vous pouvez demander le versement de la valeur de votre contrat, en capital, à compter de la liquidation de vos droits à la retraite dans un régime obligatoire d'assurance vieillesse ou à l'âge fixé en application de l'article L351-1 du Code de la Sécurité sociale, dans deux cas alternatifs :

- lors de l'acquisition en primo-accession à la propriété de votre résidence principale. Cette acquisition devra être justifiée auprès de MAAF Vie (par la copie du compromis de vente notamment ; les autres documents nécessaires seront précisés lors de demande de règlement du capital)
- à hauteur de 20 % de la valeur de rachat de votre contrat, le solde versé en rente viagère

Information de MAAF Vie à l'égard de l'adhérent

MAAF Vie adresse à chaque adhérent épargnant un justificatif de ses versements destiné à l'administration fiscale et une information annuelle comprenant notamment les éléments suivants (conformément à l'article L132-22 du Code des assurances) :

- le montant de son épargne acquise sur le support en Euros,
- le nombre de parts et la valeur de l'unité de compte Covéa Profil Dynamique (C),
- le taux de revalorisation annuel du support en Euros en distinguant le taux minimum garanti et le taux d'intérêt complémentaire,
- le rendement annuel des actifs cantonnés du plan,
- la valeur de transfert de son contrat,
- les prélèvements annuels sur l'épargne gérée en les ventilant selon les supports et selon leur destination (prélevés par MAAF Vie ou par le Comité de Surveillance et l'ADERI).

MAAF Vie adresse à chaque rentier une information annuelle comprenant notamment les éléments suivants :

- le nouveau montant de la rente après revalorisation éventuelle au 1^{er} Janvier,
- le taux annuel de revalorisation des rentes,
- le rendement annuel des actifs cantonnés du plan,
- les prélèvements annuels sur l'épargne gérée en les ventilant selon les supports et selon leur destination (prélevés par MAAF Vie ou par le Comité de Surveillance et l'ADERI).

MAAF Vie communique, à tout adhérent, le résumé du rapport annuel sur la gestion de Winnéo Retraite et à tout adhérent qui en fera la demande, les statuts de l'ADERI et le contrat groupe souscrit entre MAAF Vie et l'ADERI.

1 Vos droits et vos obligations

Vos droits et obligations peuvent être modifiés par des avenants au contrat d'assurance de groupe sous réserve que les modifications apportées vous soient communiquées 3 mois minimum avant la date prévue de leur entrée en vigueur. Vous pouvez dénoncer votre adhésion en raison de ces modifications. La dénonciation se traduit par le transfert du contrat vers un contrat de même nature et met ainsi fin à l'adhésion et à toutes les garanties afférentes (principales et accessoires). En application de l'article R141-6 du Code des assurances, l'assemblée générale de l'ADERI a seule qualité pour autoriser la signature de tels avenants auprès de MAAF Vie. Les statuts de l'ADERI vous seront communiqués sur simple demande.

Dispositions relatives à la lutte contre le blanchiment

MAAF Vie, organisme financier, est soumis aux dispositions du Code monétaire et financier relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme. Dans le cadre de cette réglementation, nous pouvons être conduits à vous demander de justifier l'origine des fonds versés sur votre contrat Winnéo Retraite ainsi que leur destination et, plus généralement, de justifier l'objet des opérations que vous réalisez par notre intermédiaire.

Vous vous engagez à fournir à MAAF Vie toutes les informations et/ou justificatifs que nous serions amenés à vous demander dans le cadre de la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme, notamment votre identité et/ou celle de votre représentant légal, votre profession, le montant de vos revenus et de votre patrimoine, la provenance et l'origine des fonds versés, l'objectif et la motivation de l'opération. En l'absence d'informations et/ou de justificatifs suffisants, MAAF Vie se réserve le droit de refuser toute opération conformément aux dispositions du Code monétaire et financier, notamment l'article L561-8.

2 Gestion des réclamations et recours à l'autorité de contrôle

Gestion des réclamations

En cas de mécontentement, nous sommes à votre écoute et mettons tout en œuvre pour vous apporter une réponse dans les meilleurs délais.

Votre conseiller en concertation avec son responsable analysera avec vous l'origine du problème et s'assurera de vous apporter une réponse dans les meilleurs délais.

Dans tous les cas, vous recevrez un accusé de réception sous 10 jours ouvrables maximum à compter de la réception de votre réclamation sauf si une réponse vous est apportée dans ce délai.

Si la réponse ne vous satisfait pas, il vous proposera de transmettre votre demande au Service Réclamations et Qualité Client que vous pouvez joindre :

Par courrier :

MAAF Assurances
Service Réclamations et Qualité Client MAAF
79036 NIORT CEDEX 09

Par courriel :

service.RECLAMATIONSETQUALITECLIENT@maaf.fr

Par téléphone :

05.49.17.53.00 de 13h00 à 18h00 du lundi au vendredi.

Ce service intervient uniquement si vous n'avez pas trouvé de solution avec votre conseiller. Il réexamine votre demande en collaboration avec votre conseiller et son responsable ainsi que tous les experts concernés. Après avoir repris tous les éléments de votre demande, il vous fera part de son analyse. La durée cumulée du délai de traitement de votre réclamation par votre conseiller et par le Service Réclamation et Qualité Client MAAF, n'excèdera pas, sauf circonstances particulières, celle fixée et révisée périodiquement par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (exemple : deux mois au 1^{er} mai 2017).

En cas de désaccord avec cette analyse (ou de non réponse dans les délais impartis) en dernier recours, vous pouvez saisir gratuitement le Médiateur de l'assurance qui examinera amiablement votre demande. Il intervient si votre réclamation a déjà été instruite par le service réclamations et qualité client.

- Sur le site www.mediation-assurance.org. Vous disposez d'un formulaire en ligne « Je saisis le médiateur » ;

- Sur la plate-forme européenne :

<https://webgate.ec.europa.eu/odr>.

- Par courrier, à l'adresse suivante : La Médiation de l'Assurance - TSA 50110 - 75441 PARIS CEDEX 09

Vous disposez d'un délai **d'un an à compter de votre réclamation écrite auprès du professionnel pour saisir le Médiateur.**

Dans tous les cas, vous conservez la faculté de saisir le tribunal compétent.

Autorité de contrôle

MAAF Vie, entreprise d'assurance, est soumise au contrôle de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR) - 4 place de Budapest – CS 92459 – 75436 PARIS CEDEX 09

3 Politique de protection des données personnelles

À qui sont transmises vos données personnelles ?

Vos données personnelles sont traitées par votre Assureur ou par le Groupe Covéa, auquel il appartient, responsables de traitement.

Vous trouverez les coordonnées de votre Assureur sur les documents contractuels et précontractuels qui vous ont été remis ou mis à votre disposition. Le Groupe Covéa est représenté par Covéa, Société de Groupe d'Assurance Mutuelle régie par le Code des assurances, RCS Paris 450 527 916, dont le siège social se situe 86-90 rue St Lazare 75009 Paris. Pour obtenir des informations sur le Groupe Covéa, vous pouvez consulter le site <https://www.covea.eu>.

Vos données personnelles peuvent être transmises aux personnels des responsables de traitement, à ses partenaires et sous-traitants contractuellement liés, réassureurs, organismes professionnels, organismes d'assurance ou organismes sociaux des personnes impliquées, intermédiaires d'assurance, experts, ainsi qu'aux personnes intéressées au contrat.

Ces destinataires peuvent être situés en dehors de l'Union européenne sur la base d'une décision d'adéquation ou de conditions contractuelles négociées. Ces dispositifs sont disponibles auprès de votre Délégué à la Protection des Données.

VII Dispositions diverses

➤ Pourquoi avons-nous besoin de traiter vos données personnelles ?

1. Vos données personnelles sont traitées par votre Assureur et par le groupe Covéa afin de :

- conclure, gérer et exécuter les garanties de votre contrat d'assurance ;
- réaliser des opérations de prospection commerciale ;
- permettre l'exercice des recours et la gestion des réclamations ;
- conduire des actions de recherche et de développement ;
- mener des actions de prévention ;
- élaborer des statistiques et études actuarielles ;
- lutter contre la fraude à l'assurance ;
- mener des actions de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme ;
- exécuter ses obligations légales, réglementaires et administratives en vigueur.

2. Ces traitements ont pour bases légales : l'intérêt légitime des responsables de traitement pour les finalités de prospection commerciale, de lutte contre la fraude à l'assurance, de recherche développement ainsi que d'actions de prévention ; et votre contrat pour les autres finalités citées, hors données de santé. Lorsque la base légale est le contrat, le refus de fournir vos données entraîne l'impossibilité de conclure celui-ci.

Les responsables de traitement ont pour intérêt légitime : leur développement commercial, le développement de nouvelles offres et de nouveaux services, et la maîtrise de leur sinistralité.

3. Dans le cadre de la lutte contre la fraude à l'assurance, votre Assureur peut, en cas de détection d'une anomalie, d'une incohérence ou d'un signalement, vous inscrire sur une liste de personnes présentant un risque de fraude, afin de maîtriser nos coûts et protéger notre solvabilité. Avant toute inscription, une information individuelle préalable vous sera notifiée.

➤ Pendant combien de temps vos données personnelles sont-elles conservées ?

Les données personnelles traitées dans le cadre de la conclusion et la gestion de votre contrat sont conservées conformément aux délais légaux de prescription, fixés selon la nature du contrat. En l'absence de conclusion d'un contrat, vos données de santé sont conservées pendant 5 ans.

Dans le cadre de la prospection commerciale, les données personnelles sont conservées 3 ans à compter de leur collecte ou du dernier contact avec la personne concernée resté sans effet.

En cas d'inscription sur une liste de lutte contre la fraude, vos données personnelles sont conservées 5 ans.

➤ Quels sont les droits dont vous disposez ?

Vous disposez :

- d'un **droit d'accès**, qui vous permet d'obtenir :
 - la confirmation que des données vous concernant sont (ou ne sont pas) traitées ;
 - la communication d'une copie de l'ensemble des données personnelles détenues par le responsable de traitement vous concernant. Ce droit concerne l'ensemble des données qui font l'objet (ou non) d'un traitement de notre part.

- d'un **droit de demander la portabilité** de certaines données. Plus restreint que le droit d'accès, il s'applique aux données personnelles que vous avez fournies (de manière active, ou qui ont été observées dans le cadre de votre utilisation d'un service ou dispositif) dans le cadre de la conclusion et la gestion de votre contrat.

- d'un **droit d'opposition**, qui vous permet de ne plus faire l'objet de prospection commerciale de la part de votre Assureur ou de ses partenaires, ou, pour des raisons tenant à votre situation particulière, de faire cesser le traitement de vos données à des fins de recherche et développement, de lutte contre la fraude et de prévention.

- d'un **droit de rectification** : il vous permet de faire rectifier une information vous concernant lorsque celle-ci est obsolète ou erronée. Il vous permet également de faire compléter des informations incomplètes vous concernant.

- d'un **droit d'effacement** : il vous permet d'obtenir l'effacement de vos données personnelles sous réserve des durées légales de conservation. Il peut notamment trouver à s'appliquer dans le cas où vos données ne seraient plus nécessaires au traitement.

- d'un **droit de limitation**, qui vous permet de limiter le traitement de vos données (ne faisant alors plus l'objet d'un traitement actif) : en cas d'usage illicite de vos données ; si vous contestez l'exactitude de celles-ci ; s'il vous est nécessaire de disposer des données pour constater, exercer ou défendre vos droits.

- d'un **droit d'obtenir une intervention humaine** : votre Assureur peut avoir recours à une prise de décision automatisée en vue de la souscription ou de la gestion de votre contrat pour l'évaluation du risque. Dans ce cas, vous pouvez demander quels ont été les critères déterminants de la décision auprès de votre Délégué à la protection des données.

Vous pouvez exercer vos droits par courrier à l'adresse postale « MAAF Assurances SA- protection des données personnelles – Chauray – 79036 Niort Cedex 9 » ou par email à l'adresse protectiondesdonnees@maaf.fr. A l'appui de votre demande d'exercice des droits, il vous sera demandé de justifier de votre identité.

Vous pouvez vous inscrire gratuitement sur le registre d'opposition au démarchage téléphonique sur www.bloctel.gouv.fr. Dans ce cas, vous ne serez pas démarché par téléphone sauf si vous nous avez communiqué votre numéro de téléphone afin d'être recontacté ou sauf si vous êtes titulaire auprès de nous d'un contrat en vigueur.

Vous pouvez définir des directives générales auprès d'un tiers de confiance ou particulières auprès du responsable de traitement concernant la conservation, l'effacement et la communication de vos données personnelles après votre décès. Ces directives sont modifiables ou révocables à tout moment. En cas de désaccord sur la collecte ou l'usage de vos données personnelles, vous avez la possibilité de saisir la Commission Nationale de l'Informatique et Libertés (CNIL).

➤ Comment contacter le Délégué à la Protection des Données ?

Pour toute information complémentaire, vous pouvez contacter le Délégué à la Protection des Données en écrivant à l'adresse suivante électronique : deleguealaprotectiondesdonnees@covea.fr, ou par courrier : Délégué à la Protection des Données - 86-90 rue St Lazare 75009 Paris.

4 Échange automatique d'information

L'adhérent prend acte des obligations de l'Assureur en matière d'échanges automatiques d'informations à des fins fiscales et de lutte contre la fraude à l'assurance, résultant notamment de l'article 1649C du Code général des impôts. L'adhérent doit fournir à l'Assureur des éléments relatifs notamment à sa résidence fiscale et le numéro d'identification fiscale qu'il possède. L'assureur est tenu de transmettre ces données aux autorités administratives ou fiscales légalement habilitées.

5 Prescription

ARTICLE L114-1 DU CODE DES ASSURANCES

« Toutes actions dérivant d'un contrat d'assurance sont prescrites par deux ans à compter de l'événement qui y donne naissance.

Toutefois, ce délai ne court :

1° en cas de réticence, omission, déclaration fautive ou inexacte sur le risque couru, que du jour où l'assureur en a eu connaissance ;

2° en cas de sinistre, que du jour où les intéressés en ont eu connaissance, s'ils prouvent qu'ils l'ont ignoré jusque-là.

Quand l'action de l'assuré contre l'assureur a pour cause le recours d'un tiers, le délai de la prescription ne court que du jour où ce tiers a exercé une action en justice contre l'assuré ou a été indemnisé par ce dernier.

La prescription est portée à dix ans dans les contrats d'assurance sur la vie lorsque le bénéficiaire est une personne distincte du souscripteur et, dans les contrats d'assurance contre les accidents atteignant les personnes, lorsque les bénéficiaires sont les ayants droit de l'assuré décédé.

Pour les contrats d'assurance sur la vie, nonobstant les dispositions du 2°, les actions du bénéficiaire sont prescrites au plus tard trente ans à compter du décès de l'assuré. »

ARTICLE L114-2 DU CODE DES ASSURANCES

« La prescription est interrompue par une des causes ordinaires d'interruption de la prescription et par la désignation d'experts à la suite d'un sinistre. L'interruption de la prescription de l'action peut, en outre, résulter de l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception adressée par l'assureur à l'assuré en ce qui concerne l'action en paiement de la prime et par l'assuré à l'assureur en ce qui concerne le règlement de l'indemnité. »

ARTICLE L114-3 DU CODE DES ASSURANCES

« Par dérogation à l'article 2254 du code civil, les parties au contrat d'assurance ne peuvent, même d'un commun accord, ni modifier la durée de la prescription, ni ajouter aux causes de suspension ou d'interruption de celle-ci. »

Causes ordinaires d'interruption de la prescription

Article 2240 du Code civil

« La reconnaissance par le débiteur du droit de celui contre lequel il prescrivait interrompt le délai de prescription. »

Article 2241 du Code civil

« La demande en justice, même en référé, interrompt le délai de prescription ainsi que le délai de forclusion. Il en est de même lorsqu'elle est portée devant une juridiction incompétente ou lorsque l'acte de saisine de la juridiction est annulé par l'effet d'un vice de procédure. »

Article 2242 du Code civil

« L'interruption résultant de la demande en justice produit ses effets jusqu'à l'extinction de l'instance. »

Article 2243 du Code civil

« L'interruption est non avenue si le demandeur se désiste de sa demande ou laisse périmer l'instance, ou si sa demande est définitivement rejetée. »

Article 2244 du Code civil

« Le délai de prescription ou le délai de forclusion est également interrompu par une mesure conservatoire prise en application du code des procédures civiles d'exécution ou un acte d'exécution forcée. »

Article 2245 du Code civil

« L'interpellation faite à l'un des débiteurs solidaires par une demande en justice ou par un acte d'exécution forcée ou la reconnaissance par le débiteur du droit de celui contre lequel il prescrivait interrompt le délai de prescription contre tous les autres, même contre leurs héritiers. En revanche, l'interpellation faite à l'un des héritiers d'un débiteur solidaire ou la reconnaissance de cet héritier n'interrompt pas le délai de prescription à l'égard des autres cohéritiers, même en cas de créance hypothécaire, si l'obligation est divisible. Cette interpellation ou cette reconnaissance n'interrompt le délai de prescription, à l'égard des autres codébiteurs, que pour la part dont cet héritier est tenu. Pour interrompre le délai de prescription pour le tout, à l'égard des autres codébiteurs, il faut l'interpellation faite à tous les héritiers du débiteur décédé ou la reconnaissance de tous ces héritiers. »

Article 2246 du Code civil

« L'interpellation faite au débiteur principal ou sa reconnaissance interrompt le délai de prescription contre la caution. »

6 Composition du comité de surveillance au 31 décembre 2018

Christian MATHIOT	Président
Gérard PEYRONNET	Membre chargé de l'examen des comptes du plan
Arnaud BROSSARD	Membre
Marc CHOPLIN	Membre
Carole ROBERTS	Membre
Béatrice SAVOURE	Membre
Daniel TESSIER	Membre

1 Fiscalité pendant la phase d'épargne

1-1 - Déduction fiscale des versements

Conformément à l'article 163 quaterdecies du code général des impôts, les versements effectués sur le contrat Winnéo Retraite sont déductibles du revenu net global (revenu imposable) d'une année N dans une limite annuelle et individuelle égale à la différence constatée entre :

■ l'enveloppe de déduction équivalente à :

- 10 % des revenus d'activité professionnelle de l'année N-1 (traitements et salaires, rémunérations de certains gérants et associés de sociétés définies à l'article 62 du CGI, BIC, BNC, BA) nets de frais professionnels limités à 8 fois le plafond annuel de la Sécurité sociale de l'année N-1

Ou

- 10 % du plafond annuel de la Sécurité sociale de l'année N-1 si le revenu de l'adhérent est inférieur à ce plafond annuel

■ et les cotisations versées dans le cadre professionnel au titre de l'épargne retraite :

- pour les salariés : les cotisations salariales et patronales des régimes de retraites supplémentaires auxquels le salarié est affilié de manière obligatoire (article 83 du Code Général des Impôts) versées en année N-1. Le montant de ces cotisations vous est indiqué par votre employeur chaque début d'année.
- pour les non salariés : les cotisations retraites versées aux contrats «Madelin» ou «Madelin Agricole» en année N-1, à l'exception de la fraction supplémentaire de 15 % du bénéfice imposable compris entre une et huit fois le plafond annuel de la Sécurité sociale. Une attestation vous est délivrée avant le 1^{er} mars de chaque année par vos organismes gestionnaires.
- l'abondement de l'employeur au Plan d'Epargne pour la Retraite Collective (PERCO)
- les versements à certains régimes facultatifs de retraite complémentaire des agents de la fonction publique (PREFON, COREM, CGOS), même s'ils sont effectués par des non fonctionnaires en ce qui concerne le régime COREM
- des jours de congé versés sur un Compte Epargne Temps (CET) monétisés et affectés par le salarié à un PERCO ou un régime de retraite supplémentaire "article 83" dans la limite du nombre de jours exonérés d'impôt sur le revenu (10 jours)

Le plafond de déduction est global pour les couples mariés ou les partenaires liés par un Pacs, soumis à imposition commune. Les versements effectués volontairement à un régime de retraite complémentaire (PERP ou assimilé) peuvent être déduits dans la limite annuelle égale au total des montants déductibles pour chaque membre du couple ou chaque partenaire du pacte.

Si l'intégralité des sommes n'a pas été utilisée une année, il est possible de reporter le reliquat sur l'une des trois années suivantes. Les cotisations excédant en revanche la limite de déduction pour une année donnée ne sont pas reportables.

1-2 - Prélèvements sociaux

Il n'y a pas de prélèvements sociaux pendant la phase de constitution des droits.

1-3 - Impôt sur la Fortune Immobilière (IFI) pendant la phase de constitution de l'épargne

Le contrat Winnéo Retraite n'est pas soumis à l'IFI.

2 Fiscalité des prestations servies

2-1 - En cas de rachat anticipé pour force majeure

- Expiration des droits de l'adhérent aux allocations chômage prévues par le Code du Travail suite à une perte involontaire d'emploi.
- Invalidité de l'adhérent le rendant absolument incapable d'exercer une activité quelconque, correspondant au classement dans les deuxième ou troisième catégories prévues à l'article L341-4 du Code de la Sécurité sociale
- Décès du conjoint ou du partenaire civil lié par un Pacte Civil de Solidarité (PACS)
- Situation de surendettement de l'adhérent définie à l'article L.330-1 du Code de la Consommation sur demande adressée à l'assureur, soit le président de la commission de surendettement des particuliers, soit par le juge du tribunal lorsque le déblocage des droits individuels résultant de ces contrats paraît nécessaire à l'apurement du passif de l'intéressé.
- Cessation d'activité non salariée à la suite d'un jugement de liquidation judiciaire en application des dispositions du livret VI du Code du Commerce ou toute situation justifiant ce rachat selon le président du tribunal de commerce auprès duquel est instituée une procédure de conciliation telle que visée à l'article L.611-4 du Code de Commerce.

Imposition sur le revenu

Sur présentation d'un justificatif et dans l'année qui suit la survenance de l'un des événements cités ci-dessus, le rachat s'effectue en franchise totale d'impôt.

2-2 - En cas de rachat anticipé pour le motif suivant (conditions cumulatives) :

- la valeur de transfert du contrat n'excède pas 2 000 € et aucun versement n'a été effectué au cours des 4 années précédant le rachat. Pour les PERP en versements programmés, l'adhésion au contrat devra dater d'au moins 4 ans révolus avant la date de rachat,
- et le revenu fiscal du foyer ne doit pas excéder la somme prévue au II de l'article 1417 du Code général des impôts l'année antérieure au rachat.

La fiscalité (imposition sur le revenus et prélèvements sociaux) appliquée sera celle appliquée aux revenus de remplacement (Paragraphe 2.4 de l'article VIII).

2-3 - En cas de versement d'un capital (ex: versement du capital pour cause de première acquisition d'une résidence principale ou à hauteur de 20 % de la valeur de rachat de votre contrat) :

Imposition sur le revenu

Le capital est soumis à l'impôt sur le revenu dans la catégorie des pensions et retraites après application d'un abattement spécifique de 10 % (qui comprend un minimum et un plafond revalorisés chaque année) ou sur option expresse du contribuable à un prélèvement libératoire au taux de 7,5 % dans les conditions énoncées par l'article 163 bis du Code général des impôts.

Fiscalité au titre des prélèvements sociaux

Le capital est assujéti aux prélèvements sociaux dans les conditions et aux taux applicables aux revenus de remplacement.

2-4 - Fiscalité des rentes viagères versées au rentier ou au co-rentier pendant la phase de rente ou des rentes temporaires ou viagères versées au(x) bénéficiaire(s) pendant la phase d'épargne.

La rente viagère servie au titre de ce contrat est soumise au prélèvement à la source. Chaque arrérage est versé au rentier ou au co-rentier déduction faite du montant retenu par l'assureur pour le compte de l'administration fiscale.

Imposition sur le revenu

Les prestations servies sont imposées selon les règles de droit commun applicables aux pensions et retraites après abattement de 10 % (qui comporte un minimum et un plafond).

Les prélèvements sociaux

Les prestations sont assujétiées aux prélèvements sociaux dans les conditions et aux taux applicables aux revenus de remplacement (déterminés au regard du revenu fiscal de référence de l'année précédente du rentier). Elles sont soumises au taux de 8,30 % pour la CSG, de 0,50 % pour la CRDS et de 0,30 % pour la CASA.

Droits de succession

Les sommes versées à un bénéficiaire déterminé lorsque le décès de l'adhérent intervient pendant la phase d'épargne sont exonérées de droits de succession dans les limites fiscales en vigueur.

Les réversions de rente viagère ne sont pas soumises aux droits de succession.

Impôt sur la Fortune Immobilière (IFI)

Le contrat PERP Winnéo Retraite n'est pas soumis à l'IFI.

IX Code de déontologie de l'association ADERI

Conformément aux dispositions de l'article R 144-6 du code des assurances, l'Association pour le Développement de l'Épargne Retraite Individuelle (ADERI) a adopté les règles déontologiques suivantes :

ARTICLE 1^{er}

Le code a pour objet de fixer les règles auxquelles sont tenues les personnes physiques qui, par leur fonction, représentent et défendent les intérêts des adhérents aux plans d'épargne retraite populaire souscrits par ADERI.

Ces règles sont établies dans le but de prévenir et de résoudre, dans l'intérêt général des adhérents, les conflits d'intérêts pouvant survenir lorsque ces personnes physiques se trouvent dans une situation dans laquelle elles ne peuvent pas agir en toute indépendance.

ARTICLE 2

Les personnes mentionnées à l'article 1 sont :

- les membres du Conseil d'Administration de l'association,
- les membres des comités de surveillance des plans souscrits par celle-ci,
- les salariés de l'association

Elles doivent remplir leur fonction en privilégiant l'intérêt des participants au plan.

Dans le mois qui suit leur élection, leur nomination ou la conclusion d'un plan d'épargne retraite populaire, les personnes citées ci-dessus doivent, dans le respect du cumul des mandats, remettre au secrétariat du Président de leur instance, tous les documents justifiant de leur état civil, de leur honorabilité et de leur expérience et qualification professionnelle

ARTICLE 3

Les personnes physiques désignées dans l'article 2 doivent informer le Président du Conseil d'Administration d'ADERI ou le Président du Comité de Surveillance des intérêts directs ou indirects y compris les avantages de toute nature qu'elles détiennent ou seraient susceptibles de détenir ainsi que les fonctions qu'elles exercent ou seraient susceptibles d'exercer dans une activité économique et/ou financière avec l'organisme d'assurance gestionnaire du plan ou avec ses prestataires de services

Ces informations seront remises par lettre simple aux Présidents concernés.

Si le Président du Conseil d'Administration d'ADERI ou l'un des Présidents du Comité de Surveillance sont concernés par les dispositions ci-dessus, ils doivent en informer immédiatement leur Conseil ou Comité par lettre simple adressée aux vices présidents.

ARTICLE 4

En fonction des informations recueillies relatives au risque de conflit d'intérêts, et après audition des personnes concernées, les Présidents du Conseil d'Administration d'ADERI ou des Comités de Surveillance des plans, décident après accord du Conseil d'Administration ou des Comités de Surveillance, de leur abstention à certaines délibérations ou votes ou, le cas échéant, de leur démission.

ARTICLE 5

Dans l'exercice de leur fonction, les personnes citées à l'article 2 doivent observer les obligations de diligence et de confidentialité propre à leur état.

En outre, les membres des Comités de Surveillance sont tenus au secret professionnel à l'égard des informations et données transmises par les experts ou personnes qu'ils auront consultés pour l'exercice de leurs missions.

DOCUMENT D'INFORMATION CLÉ POUR L'INVESTISSEUR (DICI) DE COVEA PROFIL DYNAMIQUE (C)

Ce document fournit des informations essentielles aux investisseurs de ce fonds. Il ne s'agit pas d'un document promotionnel. Les informations qu'il contient vous sont fournies conformément à une obligation légale, afin de vous aider à comprendre en quoi consiste un investissement dans ce fonds et quels risques y sont associés. Il vous est conseillé de le lire pour décider en connaissance de cause d'investir ou non.

COVÉA PROFIL DYNAMIQUE

Code ISIN Part C : FR0007019039

FCP géré par COVÉA FINANCE, société de gestion
du Groupe COVÉA

Objectifs et politique d'investissement

L'OPCVM a pour objectif de chercher à obtenir, sur un horizon d'investissement à long terme (plus de 5 ans) une performance diminuée des frais de gestion supérieure à celle de son indicateur de référence, composé à 60 % de l'indice MSCI World en Euro (calculé dividendes nets réinvestis) et à 40 % de l'indice FTSE-MTS Global (calculé coupons nets réinvestis) en cours de clôture, et ce en recherchant le meilleur couple rentabilité / risque.

Pour établir la stratégie d'investissement, l'équipe de gestion s'appuie d'abord sur les Perspectives Economiques et Financières (« PEF ») qui présente trois fois par an les scénarios macro-économiques par zone ou par pays (taux de chômage, inflation, croissance du PIB, taux d'intérêt) retenus par la Société de gestion ainsi que sur les conclusions des comités de gestion mis en place par la Société de gestion notamment dans le cadre de la sélection de titres en direct. Ensuite, dans le cadre du Comité Multigestion, le gérant choisit de façon discrétionnaire ses investissements parmi différents OPC y compris ceux de la société de gestion.

L'OPCVM sera exposé aux marchés actions jusqu'à 80 % de l'actif net (dont un investissement dans la limite maximale de 40 % de l'actif net en actions et/ou valeurs assimilées internationales). L'OPCVM peut investir sur tous les secteurs économiques et sur toutes les zones géographiques (dans une limite d'investissement maximale de 15 % de l'actif net en actions des pays émergents) ainsi que sur des sociétés de toutes tailles (dont un investissement maximum de 30% de l'actif net en actions des petites et moyennes capitalisations). Il sera également exposé aux marchés obligataires et monétaires (via des emprunts privés et/ou publics) dans une fourchette comprise entre 20 % et 100 % maximum de l'actif net (dont un investissement maximum de 25 % de l'actif net en obligations convertibles). La société de gestion ne recourt pas exclusivement et mécaniquement aux notations émises par les agences de notation et met en oeuvre sa propre analyse interne. La fourchette de sensibilité des instruments de taux sera comprise entre -10 et +10. L'OPCVM sera investi dans la limite maximale de 25 % de l'actif net en obligations internationales publiques ou privées, en titres de créances à court terme ou en instruments du marché monétaire libellés en euro ou en devises, de notation minimale BBB-. Le portefeuille de l'OPCVM peut être investi, via les OPC, dans des titres de catégorie « Haut Rendement » (notation inférieure à BBB- Standard & Poors ou équivalent Moody's et Fitch) dans une limite maximale de 10 % de l'actif net.

L'actif du FCP sera investi de 20 % à maximum 100% de l'actif net en parts ou actions d'organismes de placement collectif français ou européens et en fonds indiciaires cotés (OPC Actions (jusqu'à 80% maximum de l'actif net), OPC monétaires

et obligataires (de 20 % à 100 % de l'actif net) et jusqu'à 25% maximum de l'actif net en OPC sans critère de classification).

Il peut s'agir d'OPCVM (hors Fonds de Fonds) de droit français ou étranger dans la limite maximale de 100 % de l'actif net ou étrangers et de parts ou actions de FIA de droit français ou d'autres pays de l'Union Européenne dans la limite maximale de 30 % de l'actif net respectant les 4 critères définis par l'article R214-13 du code Monétaire et Financier.

L'OPCVM pourra avoir recours à des instruments des marchés financiers à terme réglementés ou organisés, français et/ou étrangers, ou de gré à gré, de type futures (dont futures sur indices de matières premières dans une limite d'exposition maximale de 15 % de l'actif net), options, swap et change à terme, dans une limite d'engagement de 100 % maximum de l'actif net dans un but de couverture et/ou d'exposition aux risques actions, taux, crédit, change et/ou de devises, et matières premières. Le résultat net et les plus-values réalisées nettes de l'OPC seront systématiquement réinvestis pour la part « C ».

Les ordres de souscription et de rachat sont centralisés auprès de Caceis Bank chaque jour ouvré (J) avant 13h. Ils sont exécutés quotidiennement sur la base de la valeur liquidative calculée le surlendemain (J+2) à partir des cours de clôture du jour de souscription/rachat (J) et datée de J.

Cet OPC pourrait ne pas convenir aux investisseurs qui prévoient de retirer leur apport avant 5 ans.

Profil de risque et de rendement

À risque plus faible À risque plus élevé

Rendement potentiellement plus faible Rendement potentiellement plus élevé

1	2	3	4	5	6	7
---	---	---	---	---	---	---

Le niveau de risque de l'OPCVM reflète le risque des marchés sur lesquels l'OPCVM est exposé.

Les données historiques utilisées pour le calcul du niveau de risque pourraient ne pas constituer un indicateur fiable du profil de risque futur du fonds.

La catégorie de risque associée à votre fonds n'est pas garantie et pourra évoluer dans le temps.

La catégorie la plus faible ne signifie pas « sans risque ».

Les risques importants pour l'OPC non pris en compte dans cet indicateur sont les suivants :

Risque de crédit : Il représente le risque éventuel de dégradation de l'émetteur et le risque que l'émetteur ne puisse pas faire face à ses remboursements, ce qui induira une baisse du cours du titre et donc de la valeur liquidative du fonds.

La survenance de l'un de ces risques peut faire baisser la valeur liquidative de votre portefeuille.

DOCUMENT D'INFORMATION CLÉ POUR L'INVESTISSEUR (DICI) DE COVEA PROFIL DYNAMIQUE (C)

Frais

Frais ponctuels prélevés avant ou après investissement

Frais d'entrée	2,00 %
Frais de sortie	Néant

Le pourcentage indiqué est le maximum pouvant être prélevé sur votre capital avant que celui-ci ne soit investi et/ou avant que le revenu de votre investissement ne vous soit distribué. Dans certains cas l'investisseur peut payer moins. L'investisseur peut obtenir de son conseil ou de son distributeur le montant effectif des frais d'entrée et de sortie.

Frais prélevés par le fonds sur une année

Frais courants	1,85 %
----------------	--------

Frais prélevés par le fonds dans certaines circonstances

Commission de performance	Néant
---------------------------	-------

Les **frais courants** sont fondés sur les chiffres de l'exercice précédent, clos le **31 décembre 2018**. Ce chiffre peut varier d'un exercice à l'autre. Il exclut :

- Les commissions de performance.
- Les coûts d'intermédiation du portefeuille, sauf dans le cas de frais d'entrée/sortie acquittés par le fonds lors de l'achat ou la vente de parts d'un autre organisme de placement collectif.

Pour plus d'informations sur les frais, veuillez vous référer à la rubrique « Frais et commissions » située dans le prospectus de votre fonds disponible sur simple demande auprès de Covéa Finance.

Les frais et commissions acquittés servent à couvrir les coûts d'exploitation du fonds y compris les coûts de commercialisation et de distribution des parts, ces frais réduisent la croissance potentielle des investissements.

Performances passées

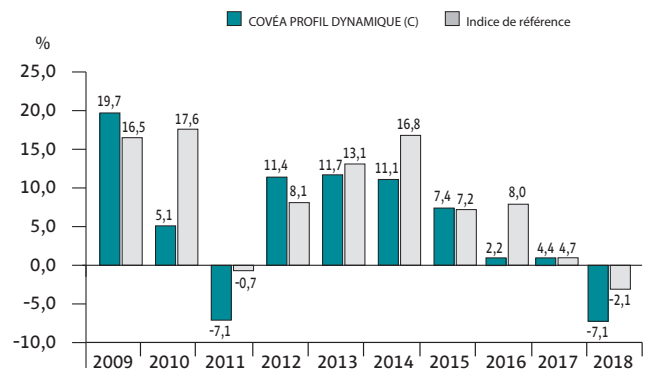
Année de création de l'OPC : **1998**

Devise : EUR

Indicateur de référence : 60 % MSCI World (dividendes nets réinvestis) + 40 % FTSE MTS Global (coupons nets réinvestis)

Les performances sont calculées coupons et dividendes nets réinvestis (le cas échéant) et frais courants inclus*.

Les performances passées ne préjugent pas des performances futures. Elles ne sont pas constantes dans le temps.



** L'indicateur de référence est calculé coupons et dividendes nets réinvestis depuis le 28 février 2013.

* Le 17 juin 2013, l'OPCVM a absorbé le FCP MMA Dynamique Horizon 20. Son indicateur de référence a changé à la même date. Il est passé de l'indicateur composite 25%

JP Morgan World Traded + 75 % MSCI World exprimé en € à l'indicateur composite 60 % MSCI World + 40 % FTSE MTS GLOBAL.

Informations pratiques

Dépositaire : CACEIS Bank France, 1-3 place Valhubert - 75013 Paris.

Lieu et modalités d'obtention d'informations sur l'OPC : LLe prospectus, les rapports annuels et les derniers documents périodiques sont adressés gratuitement dans un délai de huit jours ouvrés sur simple demande écrite du porteur adressée à : Covéa Finance, 8-12 rue Boissy d'Anglas - 75008 Paris
courriel : communication@covea-finance.fr.

La valeur liquidative est disponible auprès de Covéa Finance sur le site www.covea-finance.fr.

Ces mêmes informations concernant d'autres parts de cet OPC peuvent être obtenues dans les mêmes conditions.

Les détails de la politique de rémunération actualisée sont disponibles sur le site internet de Covéa Finance à l'adresse www.covea-finance.fr. Un exemplaire papier est mis à disposition gratuitement sur demande.

Fiscalité : Selon le régime fiscal, les plus-values et revenus éventuels liés à la détention de parts de l'OPCVM peuvent être soumis à taxation. Nous vous conseillons de vous renseigner à ce sujet auprès du commercialisateur de l'OPCVM.

La responsabilité de Covéa Finance ne peut être engagée que sur la base de déclarations contenues dans le présent document qui seraient trompeuses, inexactes ou non cohérentes avec les parties correspondantes du prospectus du fonds.

Cet OPC est agréé en France et réglementé par l'Autorité des Marchés Financiers (AMF).

Covéa Finance, société de gestion de portefeuille, est agréée en France et réglementée par l'Autorité des Marchés Financiers (AMF).

Les informations clés pour l'investisseur ici fournies sont exactes et à jour au 11 février 2019.

Renseignements juridiques par téléphone

Confronté à un litige dans le cadre de votre vie privée, vous pouvez obtenir par téléphone des informations juridiques et pratiques utiles à la défense de vos intérêts.

Cette garantie consiste uniquement dans la fourniture d'informations d'ordre général.

Elle n'inclut pas la prise en charge des frais de procédure.

Cette garantie est assurée par MAAF Assurances (Société d'assurance mutuelle à cotisations variables, entreprise régie par le Code des assurances – RCS NIORT 781 423 280 – Code APE 6512Z – Chaban 79180 Chauray).

Cette garantie est gérée par ASSISTANCE PROTECTION JURIDIQUE (Société anonyme d'assurance au capital de 7 017 808 euros entièrement versé, entreprise régie par le Code des assurances - RCS Bobigny 334 656 386 - Code APE 6512Z - N°TVA Intracommunautaire FR 61334656386 - Siège social : « Le Neptune » - 1 rue Galilée - 93195 Noisy-le-Grand Cedex).

QUI EST COUVERT ?

- **Vous**, l'adhérent,
- **votre conjoint** vivant sous votre toit que vous soyez marié, lié par un pacte civil de solidarité (PACS) ou vivant en concubinage,
- **vos enfants mineurs**,
- **ainsi que toute autre personne fiscalement à charge** vivant habituellement sous votre toit.

QUELLES SONT LES MODALITÉS D'INTERVENTION ?

Une équipe de juristes se tient à votre disposition pour vous apporter, exclusivement par téléphone, des informations adaptées à votre situation et orienter vos démarches. Vous pouvez les contacter au 05.49.17.53.33 du lundi au vendredi de 9 heures à 19 heures (numéro non surtaxé – coût selon opérateur - Le montant de la communication téléphonique reste à votre charge).

Lors de chaque appel, il vous sera demandé de vous identifier en indiquant votre numéro de sociétaire.

QUEL EST LE CONTENU DE LA GARANTIE ?

Les domaines garantis sont les suivants :

- La consommation (paiement, après-vente, vente forcée, litige avec vendeurs...)
- L'habitation (location, construction, copropriété, viager...)
- La protection sociale (sécurité sociale, caisse de retraite, organisme de prévoyance...)
- La santé (accidents médicaux, responsabilité médicale, maladie nosocomiale...)
- La fiscalité (impôts sur le revenu, impôts locaux, taxes, redevances...)
- La justice (procédures, tribunaux compétents, rôle de l'avocat, aide juridictionnelle...)
- La vie associative
- Le travail (contrat, congés, salaires, pôle emploi, emplois familiaux ...)
- La propriété et le voisinage (trouble du voisinage, mitoyenneté, clôtures...)
- La famille (mariage, divorce, adoption d'enfants, succession...)
- Les services publics et l'administration
- Les formalités administratives (délivrance de documents administratifs, vaccins, scolarité...)
- Les loisirs (associations, agence de voyages, visas, locations saisonnières...)

Sont exclus les litiges non régis par le droit français.



la référence qualité prix

Notice d'information du contrat collectif à adhésion facultative souscrit par l'ADERI :

ASSOCIATION POUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'ÉPARGNE RETRAITE INDIVIDUELLE
ENREGISTRÉE AUPRÈS DE L'ACPR SOUS LE N° 477 655 781 / GP 02

Adresse : 86-90 Rue Saint Lazare 75 009 PARIS

auprès de MAAF Vie

Société anonyme au capital de 69 230 896 euros entièrement versé
R.C.S. NIORT 337 804 819 - Code APE 6511 Z - Entreprise régie par le Code des assurances
N° TVA intracommunautaire FR 82 337 804 819

Siège Social : Chaban 79180 CHAURAY - Adresse postale : Chauray - 79087 NIORT Cedex 09 - maaf.fr